

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

19 Septembre 2024

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » - Karl Marx

Stib

Audi : non au diktat patronal

Après s'être débarrassé il y a quelques mois de plus de 400 intérimaires, dont certains travaillaient depuis plus de deux ans dans l'usine, le groupe VW a annoncé, de nuit et à la veille des vacances, qu'il n'y aurait plus de nouveau modèle assemblé à l'usine d'Audi Forest. C'est ce que les travailleurs redoutaient depuis quelques temps déjà : la direction veut fermer l'usine, comme elle se prépare à le faire également à plusieurs endroits en Allemagne.

Audi, filiale du groupe VW, qui a réalisé un bénéfice net de 18 milliards l'année dernière, s'apprête à priver de leur seul moyen de subsistance ceux-là mêmes qui ont produit ces montagnes de profits.

Au retour de congés, rien n'avait bougé et devant la colère des travailleurs, la direction a d'abord refusé de rouvrir l'usine, en refusant de payer les travailleurs. Les syndicats ont trouvé un accord la semaine dernière pour lever le lock-out et reprendre le travail en échange du paiement des salaires non versés, mais cet accord ne règle en rien le fond du problème.

Comme d'habitude, c'est le manque de commandes et les salaires trop élevés qui sont invoqués pour justifier la restructuration. Mais si les voitures ne trouvent pas d'acheteurs, c'est uniquement à cause des patrons du groupe. Ils sont les seuls à décider de la manière dont ils investissent leurs capitaux. S'ils ont pris du retard sur la concurrence dans l'électrique, si leurs voitures coûtent trop cher et s'ils sont incapables de prédire si elles seront vendues, c'est uniquement leur faute.

Quant à leurs arguments sur les prétendus « coûts » trop élevés du travail, ils ont de quoi choquer. Les actionnaires encaissent des dividendes fabuleux sans lever le petit doigt tandis que les salaires des ouvriers qui ont produit ces richesses sont misérables.

Les seuls à aller pointer au chômage seront les travailleurs, dans l'espoir de trouver un nouvel emploi qui leur permette de continuer à payer les factures et à faire vivre les leurs. Pour les actionnaires, au contraire, la fermeture de l'usine ne fera que consolider les bénéfices qui continueront de pleuvoir. Les difficultés que la direction invoque n'en sont pas. Les travailleurs rencontrés sur le piquet le savent bien. L'un d'eux déclarait : « C'est toujours pareil, s'ils ferment c'est pour préserver les bénéfices ».

Mais devant ce constat, certains nourrissent l'espoir

que l'État règle la situation. Les travailleurs n'ont rien en à en attendre. Jusqu'à présent, il s'est borné à organiser un « kern », faisant croire qu'il pourrait trouver une solution pour les travailleurs. C'est un leurre. Qu'a-t-il fait pour ceux de Van Hool, Delhaize, Match ou Avery Dennison ? Qu'ont fait les gouvernements précédents pour ceux de Caterpillar, NLMK Clabecq ou Renault Vilvoorde ? Rien. Le gouvernement fédéral, la Région et la commune ont déjà versé plus de 158 millions d'euros à Audi ces six dernières années. Audi les a empochés et veut quand même mettre la clé sous la porte pour se relocaliser là où les perspectives de profits seront les plus grandes. Les gouvernements ne peuvent et ne veulent rien faire face à la dictature qu'exercent les grands groupes capitalistes sur l'économie, car ils sont à leur service.

Les patrons considèrent les travailleurs comme de la chair à profit, tout juste bons à trimer pour en fabriquer un maximum. Et s'ils ne rapportent pas assez, ils s'en débarrassent. Il en va ainsi dans le secteur automobile comme dans toutes les autres entreprises. En période de crise, la bourgeoisie cherche à maintenir ses profits. L'aggravation des conditions de travail et des salaires ou les licenciements sont autant de moyen pour elle d'y parvenir. Ces attaques se suivent en rafale et aucun travailleur n'y échappe.

Mais les coups que portent la bourgeoisie au monde du travail ne sont pas une fatalité. Les travailleurs ont les moyens de s'y opposer : ce sont eux qui font fonctionner toute l'économie.

La manifestation organisée le 16 septembre a rassemblé plus de 10 000 travailleurs, c'est un chiffre encourageant mais, pour affronter les problèmes qui s'imposent à nous, il en faudra plus. Comme le disait un ouvrier d'Audi : « C'est toute la Belgique qu'il faudrait mettre à l'arrêt ! ».

Aujourd'hui, les travailleurs sont divisés, chacun dans son entreprise, mais s'ils retrouvent la conscience qu'ils appartiennent tous à un même camp, alors ils pourront rendre les coups et bien plus encore.

En attendant, les travailleurs d'Audi ne pourront compter que sur leur détermination pour défendre leurs emplois ou, à défaut, les faire payer le plus cher possible à leur patron.

Pression maximale pour les chauffeurs

Cet été, des centaines de services de chauffeurs sont restés vacants dans les dépôts, et l'absentéisme a grimpé jusqu'à 20 %. Face à cela, la direction réagit en licenciant les malades et en multipliant les pressions, poussant certains collègues à la démission. Résultat : heures supplémentaires et congés travaillés pour les autres. Une fois de plus, c'est sur les travailleurs que la direction fait peser ses économies, en intensifiant toujours plus le travail. Il faut des embauches massives pour alléger la charge de tous !

La pression monte aussi dans les ateliers

Dans les ateliers, la charge de travail explose avec le manque de personnel, et la direction en rajoute une couche en augmentant la paperasse des brigadiers. Au lieu de coordonner les équipes, ils font désormais aussi des entretiens d'absentéisme, laissant de côté leur rôle principal. La priorité de la direction est claire : augmenter la pression sur les travailleurs dans leur ensemble plutôt que d'augmenter les effectifs et ainsi répartir le travail entre tous.

C'est pas des lumières

Cela fait deux ans que l'éclairage du parking I à Haren est un casse-tête sans fin pour l'infrastructure. Des poteaux renversés, des allées mal pensées... et toujours pas de solution. Comment expliquer qu'une entreprise comme la STIB, avec ses moyens, soit incapable de résoudre un problème si simple ? Voilà où mènent les économies : des infrastructures mal conçues et des années d'attente pour un problème aussi basique !

Pas de bras pour des salaires si bas !

Dans les ateliers bus, il manque une trentaine de travailleurs en équivalent temps plein, sans parler des brigadiers. La direction pleurniche qu'elle ne trouve personne, mais il y a une solution simple : augmenter les salaires ! C'est toujours la même histoire : elle préfère laisser les équipes en sous-effectif plutôt que de payer correctement. La direction sait très bien comment attirer des travailleurs, elle n'a qu'à mettre la main au portefeuille !

Les hausses pour qui ?

Entre 2014 et 2019, la STIB augmentait ses tarifs de 2 à 3 % par an. Mais en septembre 2024, c'est un bond de 6,9 % qui frappe les usagers ! Et qui trinque ? Les travailleurs, ceux qui dépendent des transports publics pour aller bosser. Pendant que les prix explosent, nos

salaires, eux, stagnent. La direction préfère faire payer les plus modestes !

Promesses envolées, salaires bloqués...

L'ancien directeur des ateliers avait promis des augmentations aux agents de maintenance après leur formation sur les nouveaux bus. Mais, surprise, toutes les formations n'ont pas eu lieu, et le nouveau directeur rejette ces engagements. Résultat : pas d'augmentation en vue. Une fois de plus, les promesses patronales ne valent rien. Pour de meilleurs salaires, il n'y a pas de secret : seule la mobilisation des travailleurs paie.

Grève aux TEC

Mercredi 4 septembre, les chauffeurs de bus des régions de Mons et du Centre étaient en grève. La veille au soir, un chauffeur a été agressé par un passager pendant son service. Les agressions sont si fréquentes – 15 par jour déclarées en Belgique – pour les travailleurs des transports en commun, qu'on ne peut plus parler d'accidents ou d'imprévus. Cette violence, tous les chauffeurs la vivent au quotidien. Il faut exiger de la direction des mesures qui nous permettent de nous sentir en sécurité quand on travaille. A commencer par être beaucoup plus nombreux. Car c'est au détriment de notre santé que les directions font des économies !

La vie chère, le secret de leurs affaires !

Si l'inflation alimentaire s'est stabilisée en août, les courses restent toujours aussi chères. En deux ans, le prix du panier a augmenté de 27 % alors que les salaires n'ont été indexés que de 16 %. Et le prochain gouvernement voudrait encore accroître la TVA ! Les travailleurs ont de plus en plus de mal à se nourrir correctement. Quant aux petits producteurs, ils peinent toujours à joindre les deux bouts. Les multinationales de l'agroalimentaire continuent de se gaver grâce à leurs spéculations et au secret des affaires. Il est plus que temps qu'on y fourre notre nez !

Des profs encore plus précaires

Le nouveau gouvernement MR-Les Engagés de la Fédération Wallonie-Bruxelles veut en finir avec la nomination des enseignants. En échange, il leur propose un contrat à durée indéterminée qui rimera avec plus de précarité et d'exploitation. Déjà que le métier n'attire plus les jeunes et que les études pour être profs ont été rallongées. Avec la suppression des nominations, la pénurie et la démotivation des instituteurs n'iront qu'en s'accroissant. Et dans un système scolaire qui est déjà des plus inégalitaires, les classes populaires en paieront

Demandez le journal de **La lutte**. Nos camarades le vendent à la porte des dépôts.



facebook.com/lalutte.belgique



contact@lalutte.org



www.lalutte.org



0498/44 64 72

Éditeur responsable : M. Schittecatte, BP6 1050 Ixelles-Porte de Namur. Ne pas jeter sur la voie publique SVP